

# Des perspectives et des valeurs au service d'une politique éducative locale

les francas

L'éducation en mouvement !

*Pour les Francas, l'expression d'une politique éducative territoriale ne peut se concrétiser sans réflexion sur ce qui fonde l'humain, les relations de l'Homme aux autres.*

**P**our leur contribution aux politiques locales, dans l'exercice de leur action éducative les Francas sont attentifs à la mise en vie d'un certain nombre de valeurs

**L'humanisme :** Confiant dans l'Homme et soucieux de son bonheur, les Francas se tournent résolument vers l'enfance, l'âge où tout se détermine.

Se tourner vers l'enfance, c'est accompagner le développement de la personne, tant dans sa dimension individuelle que dans sa dimension sociale et aider à révéler les potentialités de chaque personne.

Respecter l'Homme, c'est reconnaître la personne – y compris l'enfant – en tant qu'individu singulier mais aussi en tant qu'être social. Cela vaut pour toutes les personnes, sans distinction aucune d'âge, de sexe, d'origine, de situation sociale ou de religion.

**La liberté :** Dans l'absolu, c'est la possibilité pour l'individu d'agir sans contrainte. En réalité, la liberté est toujours relative : le principe de liberté est contraint par celui d'égalité qui suppose que chacun respecte la liberté des autres. Liberté et égalité sont deux volets indissociables de la devise de la République française, « Liberté, égalité, fraternité ».

L'autonomie – la capacité de l'individu à se déterminer lui-même – est une condition nécessaire à l'exercice de sa liberté. Mais, elle est aussi une conquête progressive qu'il faut permettre et accompagner dès l'enfance : la liberté

**L'égalité :** Dans l'idéal républicain, tous les individus ont les mêmes droits et les mêmes devoirs. Tous n'ont cependant pas les mêmes possibilités d'exercer les droits qui leur sont théoriquement reconnus par la Déclaration des Droits de l'homme ni même, d'ailleurs, d'assumer leurs responsabilités.

La diversité des goûts, des intérêts, des capacités et des compétences est une réalité. C'est aussi une chance. Reste que chacun, quels que soient son âge, son sexe, ses potentialités, son origine ou sa situation sociale, doit avoir toutes possibilités de vivre dignement. La justice sociale consiste au moins à garantir ce droit à la dignité.

**La solidarité :** implique la réciprocité. Elle s'exprime par l'échange, l'entraide, le partage des connaissances comme des richesses. Elle s'apprend par des pratiques collectives.

**La laïcité :** est une valeur liée au respect mutuel. La laïcité va au-delà de la tolérance : et invite non seulement à admettre mais à comprendre l'autre (son histoire, sa culture...). Elle implique alors de lutter contre toute atteinte à l'intégrité et à la dignité des personnes, contre toute idéologie contraire aux Droits de l'homme et aux Droits de l'enfant.

**La paix :** Rechercher la paix, c'est d'abord apprendre à repérer les désaccords pour tenter de les réduire et résoudre le plus tôt possible les problèmes qui peuvent être sources de difficultés. C'est ensuite apprendre à gérer pacifiquement les conflits qui peuvent se déclarer



# Des perspectives et des valeurs au service d'une politique éducative locale

**A**gir pour mettre en vie ces valeurs suppose, de définir une perspective globale de société. Pour les Francas, cinq principes peuvent aider à la caractériser

## Une démocratie fondée sur le respect et la mise en œuvre des Droits de l'homme et du citoyen

L'espace démocratique recouvre les droits et obligations sur lesquels les citoyens d'un État de droit doivent s'entendre. C'est l'espace de la Loi qui assure le respect de la liberté de chacun. Régi par l'État, cet espace est gouverné par des femmes et des hommes élus par le peuple.

La démocratie est l'organisation qui garantit et organise la société de telle manière que soient applicables les Droits de l'Homme. Depuis 1989, les Droits de l'enfant engagent également de nombreux pays. Droits de l'Homme et Droits de l'enfant sont à la fois des objectifs à atteindre et des principes à respecter. Ils doivent inspirer les conditions de mise en œuvre et les méthodes de l'action éducative des Francas.

## Une économie au service de l'Humain

On s'accorde aujourd'hui à dire que l'économie "gouverne" le monde. C'est plutôt la recherche incessante de profits toujours croissants et dédiés à toujours moins de personnes qui pèse trop lourdement sur ce monde. Dès 1974 les Francas ont affirmé que la recherche du profit est en soi un obstacle au développement de politiques éducatives pour tous les enfants.

Le libéralisme n'est pas compatible avec les Droits de l'homme et les valeurs qui les sous-tendent. Ainsi l'évolution de la société rend nécessaire l'existence et la défense d'espaces de régulation visant à réduire le plus possible les inégalités engendrées par la liberté quasi-totale du marché. Les pouvoirs publics ont ici un rôle essentiel à jouer. En relation avec tous les acteurs sociaux, ils doivent agir pour inverser la tendance à la "marchandisation" de l'Éducation et pour permettre à tous les enfants et adolescents de bénéficier d'une éducation de qualité.



## Une société tournée vers l'avenir et porteuse de progrès pour tous les hommes

Face au développement d'une "culture de l'immédiateté et de sacralisation du présent", doit s'imposer une autre conception du Progrès, entendue comme l'amélioration du sort de tous les êtres humains. Ainsi les évolutions, les inventions ou les découvertes diverses et variées, ne participent au progrès que si elles profitent à toute l'Humanité.

Co-responsables, nous sommes capables d'agir sur le monde. « *La politique, c'est le goût de l'avenir* », écrivait Max Weber. Si on croit en l'avenir, au changement et à l'évolution, si l'on considère la politique comme une volonté de transformation du monde, le concept de progrès prend alors véritablement du sens.

## Une société qui considère l'Éducation comme moteur de développement et de progrès humain

« *L'éducation, c'est l'ensemble des influences d'origines et de natures diverses qui s'exercent volontairement ou non sur l'individu ou que l'individu exerce sur son environnement et qui, en se conjuguant, contribuent au développement de sa personne* ». Il en découle que :

L'éducation est forcément globale et continue. Elle ne peut être réfléchie de manière fragmentée. Toute action éducative porte en elle une double finalité : le développement de la personne dans sa singularité et le développement de la société. Car si l'éducation vise l'épanouissement des individualités, elle le rend possible par l'action collective. En se confrontant aux autres, l'individu, s'il se construit personnellement, structure aussi ses relations sociales avec eux.





# Des perspectives et des valeurs au service d'une politique éducative locale

**D**e fait, l'éducation est un moteur de développement et de progrès pour la société dans son ensemble. Les politiques nationales et locales en matière d'éducation doivent donc traduire l'ambition de la Nation face à cet enjeu. État et collectivités territoriales, à leur niveau de compétences respectif, doivent créer les conditions et consacrer les moyens nécessaires à la réalisation de cette ambition nationale.

## Une société qui se construit par la participation de tous à l'éducation

*L'apprentissage du "vivre ensemble" doit s'inscrire dans la durée et nécessite d'être valorisé pour ce qu'il permet : construire le progrès humain.*

*C'est au niveau local que doit se structurer la mobilisation de tous. Un réel développement de l'action éducative n'est possible que si tous ceux qui interviennent auprès des enfants (enseignants, parents, acteurs sportifs et culturels...) sont associés à la définition d'un projet éducatif de territoire. Cette implication de tous dans l'action éducative offre du contenu à l'apprentissage du "vivre ensemble" et contribue de manière significative à la lutte contre toutes formes d'exclusion.*

Le rôle des associations de jeunesse et d'éducation populaire dans le domaine de l'éducation est essentiel. L'action publique doit le reconnaître et doit faciliter l'initiative de la population au sein de ces associations qui ne peuvent pas être considérées uniquement comme des opérateurs. Les associations doivent d'abord être considérées comme des lieux de rassemblement aptes à créer du dialogue, des propositions, de l'action, voire de la revendication.

**A** partir de ces constats, une action publique volontariste est nécessaire pour que chaque enfant, chaque adolescent ait accès, là où il vit, à des loisirs éducatifs de qualité. Compte tenu des évolutions en cours, l'intervention des pouvoirs publics en matière de loisirs éducatifs pour les enfants et les adolescents soit prendre encore plus d'importance. Dans cette perspective il convient de réfléchir à l'articulation des responsabilités et des rôles respectifs de l'État et des différentes collectivités territoriales, leurs relations de partenariat avec les acteurs éducatifs. Et ainsi définir ce qui constituerait les bases d'une "société éducatrice".

L'État doit demeurer acteur – avec les prérogatives et instruments qui sont les siens – de la construction d'une société plus éducatrice. Il doit affirmer sa mission de régulation sur l'ensemble du territoire national. A ce titre, il doit inciter fortement chaque collectivité locale à créer les conditions de mise en œuvre sur son territoire, d'un projet global d'accueil éducatif dans le temps libre, dont les éléments de base sont les accueils de loisirs et les accueils de jeunes qui doivent garantir :

*L'accès pour tous, sans discrimination de quelque nature que se soit.*

*La diversité et la qualité des propositions (dont la diversité des pratiques culturelles).*

*L'implication des individus : pour qu'au-delà d'être usagers, ils soient acteurs.*

